

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 25 Novembre 2005

## Redonner l'espoir

**Il a suffi d'une étincelle pour tout embraser.** La mort accidentelle de deux adolescents qui se sont cachés dans l'enceinte d'un transformateur électrique parce qu'ils ont eu peur d'un contrôle de police ( le fait qu'un simple contrôle de police inspire une telle frayeur en dit long), suivie des provocations du ministre de l'intérieur, qui, sans un mot de compassion pour ces deux jeunes, a proféré des mots lourds de mépris tels que « racaille », et « nettoyage au Kärcher », ont déclenché les émeutes.

Le spectacle des voitures, et parfois même des écoles, incendiées, engendre stupeur et incompréhension. Quel gâchis pour les victimes, mais aussi pour les vies brisées des émeutiers condamnés !

Cherchant à tirer un profit électoral des nuits de violence qu'il a lui-même (involontairement, on veut le croire) déclenchées, notre pompier – pyromane y va de ses explications simplistes, désigne des boucs émissaires et se pose en sauveur.

Non, la maladie qui gangrène les banlieues, ce n'est pas l'islam, ce n'est pas la polygamie.

Comment ne pas voir dans les émeutes qui ont embrasé le pays un cri de révolte et de désespoir, de jeunes confrontés à une absence de perspectives, qui se sentent abandonnés ? **C'est le chômage l'explication première.**

Il faut redonner l'espoir au pays.

C'est possible. Rappelons-nous, c'était dans la période 1997-2002 : le chômage avait commencé à reculer, grâce à une politique volontariste - les 35 heures, les emplois-jeunes. L'espoir commençait à revenir. Bien sûr, il restait beaucoup à faire : on parlait de si bas !

Mais, résultat d'une élection présidentielle qui s'est jouée à la roulette russe, le nouveau gouvernement, dans un esprit de revanche des puissants, n'a eu de cesse de supprimer les emplois-jeunes et de vider de leur substance les 35 heures.

**Il est possible de faire reculer à nouveau le chômage.** Mais ce n'est pas en démantelant toujours plus le droit du travail, en imposant aux salariés une précarité accrue.

Il y a tant à faire pour mettre notre pays en position de mieux faire face au choc pétrolier qui vient de commencer : mobiliser les jeunes retraités pour créer des associations et développer l'entraide, créer des emplois-jeunes pour la promotion des économies d'énergie (isolation des bâtiments, conseils aux particuliers, conseil aux copropriétés), créer des emplois de service, recycler les matières premières, développer l'agriculture paysanne...Et revenir à la réduction du temps de travail.

Chacun doit pouvoir trouver sa place dans notre société. **Personne n'est inutile.** Redonnons à tous espoir et dignité.

## Bonnes nouvelles

**Lutte contre le paludisme** : la première étape d'expérimentation humaine d'un vaccin contre le paludisme s'est achevée avec succès. Elle a montré qu'il est possible de susciter, grâce à une préparation vaccinale, une réponse immunitaire forte, spécifique, et, dans certains cas, durable, contre une protéine située à la surface du parasite responsable du paludisme. Les essais vont se poursuivre afin d'évaluer l'efficacité du vaccin chez des personnes exposées au paludisme. (*Le Monde, 11 novembre*).

**Immeubles à « énergie positive »** : au Salon international de la construction (Paris, 7-12 novembre), sont présentées des innovations permettant au bâtiment non seulement d'être économe en énergie (doubles vitrages trois fois plus isolants que ceux des années 1980, ...), mais d'être producteur et même autosuffisant : la façade et la toiture doivent capter le maximum d'énergie solaire. La médaille d'or a été attribuée à une membrane souple d'étanchéité contenant des cellules photovoltaïques avec un rendement de 20 %, à installer sur des toitures terrasses. La médaille de bronze est revenue à un parpaing de chanvre et de chaux aux bonnes performances thermique et phonique, et bon marché. (*Le Monde, 16 novembre*).

## Réchauffement climatique

**Oliviers** dans les Pays de la Loire, mais dans le Nord, **bananiers** sur la Côte d'Azur, voilà la France de l'an 2050 telle que la décrit *Le Journal du Dimanche* du 20 novembre, qui consacre une page au réchauffement climatique.

Mais qui note aussi : porté par les moustiques, le **paludisme** (qui entraîne aujourd'hui la mort de 2,5 millions de personnes dans une centaine de pays) gagnera lentement l'hémisphère Nord. Il a déjà atteint les Etats-Unis ; son arrivée et sa progression sont prévues en Italie, en Espagne et en France.

Et encore : il sera plus difficile de produire de la neige artificielle alors que **60 % des pistes sont déjà enneigées artificiellement**. Un seul hectare de neige artificielle coûte 9 millions de kilowattheures.

Mais la menace la plus grave (*Le Monde, 18 novembre*) est liée à la fonte prématurée des glaciers, qui menace **l'alimentation en eau d'un milliard d'individus**.

A ce propos, *Politis* (10 novembre) publie deux photos satellites, prises à 30 ans d'intervalle : le lac Tchad a presque complètement disparu ! Dans l'article qu' illustrent ces photos : « l'augmentation de la population africaine, au cours des années à venir, ne fera qu'aggraver les problèmes d'accès à l' eau douce. La population du bassin du fleuve Volta devrait doubler au cours des 20 ans à venir, alors que la ressource en eau est déjà exploitée au maximum.

**Emissions de gaz à effet de serre** : L'ensemble constitué de l'Union européenne, des Etats-Unis du Canada et du Japon a vu ses émissions croître de 9,2 % entre 1990 et 2003. Les plus mauvais élèves sont l'Espagne (+ 42 %), le Canada (+24 %) et la Finlande (+21 %). (*Le Monde, 19 novembre*).

**Plan climat** : pour faire face au réchauffement climatique, la France a lancé un plan d'action en juillet 2004. La Mission interministérielle de l'effet de serre (MIES) en dresse le bilan un an après : il n'est **pas satisfaisant**. Malgré son efficacité dans la lutte contre les émissions, « la réduction de la vitesse autorisée sur les autoroutes se heurte à l'hostilité d'une bonne partie des usagers ». La MIES insiste sur « une **indispensable baisse de la demande de transports** ».

« Le plan était vide au départ, le bilan est maigre », note Laetitia de Marez, de Greenpeace. « Nous sommes toujours dans l'aménagement de la tendance actuelle, alors qu'il faut changer de braquet ». (*Le Monde, 15 novembre*).

## La fin du pétrole bon marché

**Grande-Bretagne** : les importations de brut dépassent les exportations pour la première fois depuis 25 ans. Les gisements de la mer du Nord, vieillissants, sont, en effet, arrivés à maturité. Les réserves pétrolières du royaume qui atteignaient 15,4 milliards de barils en 1979 sont tombées à 4,5 milliards à la fin de 2004. « Le rythme de plus en plus rapide d'épuisement des richesses est une mauvaise nouvelle pour le gouvernement au moment où les prix des hydrocarbures sont élevés et vont le rester », souligne Michael Hughes, économiste en chef de la banque d'affaires Barrings Asset Management. (*Le Monde, 12 novembre*).

**Venezuela** : 8<sup>ème</sup> producteur de brut et 5<sup>ème</sup> exportateur mondial, le Venezuela fournit près de 15 % des importations américaines. Son président Hugo Chavez a décidé d'augmenter les impôts des compagnies pétrolières (qui passent de 34% à 50 %). A partir de 2006, seules pourront exister des joint-venture, dont l'entreprise publique Petroleos de Venezuela détiendra la majorité du capital. (*Le Monde, 18 novembre*).

## Monde

**Corée du Sud** : les agriculteurs sud-coréens protestent contre le projet de doublement des importations de riz. **Les producteurs des aliments de base – riz et kimchi (condiment pimenté)- n'arrivent plus à joindre les deux bouts**. Ils souffrent de surendettement et de manque de compétitivité. Les coûts de production chinois sont huit fois inférieurs. Les agriculteurs, rejoints par des altermondialistes, ont durement affronté la police aux alentours du sommet du Forum économique Asie-Pacifique, qui prône une plus grande ouverture des marchés. (*Le Monde, 20-21 novembre*). Rappelons que les altermondialistes défendent le principe du droit de chaque pays à son autosuffisance alimentaire.

**Burkina Faso** : malgré une politique économique « modèle » (c'est-à-dire « bon élève » de la Banque mondiale et de l'Union européenne, ayant privatisé 27 de ses 59 entreprises publiques dans le coton, la téléphonie ou l'hôtellerie, et se préparant à le faire pour l'électricité et les hydrocarbures), le Burkina Faso ne sort pas de la misère (255 € par personne et par an). Pourquoi ? Le Burkina dépend trop d'agriculture dont vit 80 % de la population active et d'une culture cotonnière – 70 % des exportations- deux fois moins productive que les champions américains... eux subventionnés. (*Le Monde, 11 novembre*).

**Etats-Unis** : Depuis près de quatre ans, le camp de Guantanamo est l'illustration de la volonté américaine de **se soustraire à toute règle de droit**. Ce camp est devenu en janvier 2002 un centre de détention pour les combattants capturés par les Etats-Unis dans le cadre de la guerre contre le terrorisme. Le statut de prisonnier de guerre leur est refusé, et plus généralement le bénéfice des garanties figurant dans les conventions de Genève de 1949. Leur est également dénié le statut de droit commun qui obligerait notamment à leur signifier le motif de leur détention, à les inculper, à leur assurer les moyens de se défendre et de recevoir des visites. Les techniques d'interrogatoire sont assimilables à la torture. (*Le Monde 2, 19 novembre, qui décrit le calvaire de Mohammed, Tchadien, arrêté sans raison en septembre 2001, à 14 ans*).

## Union Européenne

**Reach :** Alors que 100 000 molécules chimiques ont été introduites dans l'environnement, 3 000 seulement d'entre elles ont fait l'objet d'une étude préalable d'**impact sur l'environnement et la santé** avant d'être mises sur le marché. L'ambition de Reach (Registration, evaluation and autorisation of chemicals), l'un des chantiers législatifs de l'Union européenne les plus cruciaux, est de mettre fin à cet incroyable laxisme. Mais le puissant lobby de la chimie veille, et cherche à vider le règlement de sa substance. Le Parlement européen a pris position le 17 novembre : 12 000 substances devront être enregistrées (en recul par rapport à l'objectif initial de 30 000) ; les substances « extrêmement préoccupantes » (cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, soit 1500 sur 30 000) ne seront autorisées que s'il n'existe pas de produit pour les remplacer. (*Politis, 17 novembre, et Le Monde, 19 novembre*).

**Allemagne :** au programme de la coalition CDU-SPD dirigée par Angela Merkel : relèvement à 67 ans de l'âge de la retraite entre 2012 et 2035 ; augmentation de 3% de la TVA ; baisse des cotisations d'assurance-chômage (de 6,5% à 4,5%) ; 41 heures hebdomadaires pour les fonctionnaires ; salaire parental maximal de 1800 € après la naissance d'un enfant ; taux d'imposition passant de 42 % à 45% pour les particuliers aux revenus annuels excédant 250 000€. (*Le Monde, 13-14 novembre*).

**Grande Bretagne : Ecosse.** Le droit au logement opposable est mis en œuvre progressivement en Ecosse. Les 32 collectivités territoriales ont le devoir de procurer un logement ou un hébergement (en attendant un logement définitif) aux personnes qui en sont dépourvues ou qui sont en danger. (*Libération, 10 novembre*).

## France

**Plan : le gouvernement supprime le Commissariat au Plan !** « Pendant des décennies, le plan fut un lieu de rencontres. Un lieu pacifié, inégalé, dans lequel les représentants des travailleurs et des chefs d'entreprise, les économistes et les universitaires, les chercheurs et les directeurs d'administration centrale, les parlementaires et les élus locaux discutèrent entre eux en se tournant vers l'avenir », écrit Alain Etchegoyen, commissaire au Plan, renvoyé sans ménagement. « C'est dans le cadre de ces travaux que furent préparées de nombreuses décisions sur les infrastructures, la protection sociale, les politiques économiques », ajoute Dominique Plihon (*Politis, 10 novembre*). *Alors que nous avons besoin plus que jamais d'éclairer l'avenir, et de préparer par une concertation démocratique en profondeur les changements colossaux que vont nous imposer la fin des énergies fossiles et le réchauffement climatique, cette suppression montre à l'évidence que nous sommes gouvernés ou par des incompetents, ou par de dangereux doctrinaires ultra-libéraux.*

**Charte de l'environnement et du développement durable :** en Bretagne, les pays du Trégor-Goëlo et de Guingamp, soit 132 communes et 14 communautés de commune se sont associés pour mettre en œuvre une charte de l'environnement et du développement durable, élaborée avec les habitants au cours d'ateliers de concertation. Où on développe le chauffage au bois, les éoliennes, les économies d'eau et d'énergie. Ce qui amène des créations d'emplois. (*Politis, dans un intéressant hors-série, n° 42, novembre-décembre 2005, sur « l'urgence des énergies renouvelables »*).

**Gaz :** le géant russe Gazprom, premier producteur et exportateur de gaz (20% du marché mondial) vise à terme 10 % du marché français. « Dans un scénario catastrophe, il n'est pas impossible que GDF voie, à terme, sa place réduite de façon drastique sur le marché français », écrit l'éditorialiste du *Monde* (20-21 novembre). *Pas impossible, en effet. Probable, même.* Le *Monde* cite l'exemple du transport aérien aux Etats-Unis, où, à la fin des années 1970, quelques grandes compagnies se partageaient le marché. Pas l'optimum, pour les doctrinaires du libéralisme économique. Jimmy Carter lança donc un mouvement de « libéralisation ». De multiples compagnies se sont créées. Au terme d'une bataille sans merci, menées à coup de baisses de prix, les anciennes ont disparu, remplacées par quelques nouvelles venues. Autrement dit, le marché du transport aérien américain s'est de nouveau retrouvé dans une situation d'oligopole, dont l'ouverture à la concurrence devait le faire sortir.

Sur le marché ultrasensible de l'énergie, **le pire**, conclut *Le Monde*, **serait qu'un monopole de fait, assuré par quelques opérateurs étrangers** dont certains contrôlés par des Etats, **finisse par remplacer un monopole de droit.** *Merci au gouvernement français, apprenti sorcier, qui a « libéralisé » le marché du gaz !*

**Congrès du PS :** « le nouvel âge du capitalisme appelle un nouvel âge de la social-démocratie. Celle-ci sera **altermondialiste, altereuropéenne, féministe et social-écologiste.** Derrière chacun de ces termes se trouve un programme d'action. C'est de son contenu que débattent les socialistes français et européens. Il serait dommage que la compétition - légitime - des meilleurs d'entre eux pour la magistrature suprême rende cette controverse inaudible ». (*Henri Weber, Le Monde, 18 novembre*).

**35 heures :** Hewlett Packard en France impose aux salariés de revenir sur l'accord d'entreprise sur les 35 heures, en exerçant un chantage à l'emploi. Elle propose ainsi de « sauvegarder » 250 emplois, en échange d'un nombre de jours travaillés par an qui passe de 206 jours à 218 jours. Cette remise en cause est rendue possible par la loi Fillon. (*Le Monde, 11 novembre*). *Loi inique, quand on connaît en France un taux de chômage de 10 % !*

**Génération précaire :** un étudiant sur deux fait au moins un stage pendant sa scolarité. En occupant parfois pendant des mois un véritable emploi, souvent pour moins de 365 € par mois. Injustices criantes, réglementation floue : la colère gronde dans la « génération précaire ». *Beaucoup d'exemples vécus dans cet article du Monde, 5 novembre.*

**Traitement des déchets :** A Beauvais, les Ateliers de la Bergerette réinventent le concept de déchetterie. Partant du principe que les ressources naturelles sont limitées, ils prennent le contre-pied de la logique consumériste en prônant bien sûr le **recyclage**, mais surtout la **sobriété** et le **réemploi**. 4 activités complémentaires. D'abord, la collecte, par apport volontaire ou enlèvement à domicile d'encombrants ménagers ou de déchets industriels. Ensuite, les objets collectés sont valorisés : triés, nettoyés, et, dans la mesure du possible, réparés. Les objets qui ne sont pas réutilisables sont démontés, dépollués et triés par matières premières pour être valorisés dans les filières locales de recyclage conventionnel. En troisième lieu, les objets réemployables sont mis en vente dans le Recycl'à brac (en 2002, 72 % des 700 tonnes de déchets collectés ont été ainsi valorisés, soit par réemploi, soit par recyclage). La quatrième activité, l'information et la sensibilisation, est centrale et doit être vue comme la vocation des Ateliers.

Les Ateliers de la Bergerette peuvent être vus comme une structure d'insertion par l'**emploi**. Mais ils tiennent avant tout à professionnaliser l'activité de récupération et de recyclage. (*Silence, décembre*). *Un exemple à suivre.* <http://bergerette.chez.tiscali.fr> 03 44 48 26 74

## Ile-de-France

L'Ile-de-France, région parmi les plus riches d'Europe, est aussi celle où les **écarts de richesse entre les communes** sont les plus **flagrants**. Le budget des cinq communes les plus riches (Levallois-Perret, Courbevoise, Neuilly-sur-Seine, Puteaux et Vélizy-Villacoublay) leur permet de dépenser plus de 2300 € par habitant et par an. (*Montrouge n'en est pas très éloignée, avec 2233€ par habitant*). Les cinq villes les plus pauvres (Villiers-le-Bel, Montmagny, Sevran, Clichy-sous-Bois et Athis-Mons) ne peuvent pas déboursier plus de 640 € par habitant et par an.

La plupart des 38 villes qui financent le fonds de solidarité pour les communes de la région d'Ile-de-France (FSRIF) ont profité de la réforme de la taxe professionnelle en 1999 et du changement de calcul de l'évaluation de leur richesse pour cotiser de moins en moins. En 2005, Neuilly n'a versé au FSRIF que 3 millions d'euros contre 6 millions les années passées. Puteaux n'a consenti que 14 millions contre une vingtaine en 2004.

L'**intercommunalité**, conçue comme « un outil de **lutte contre l'apartheid social** », selon le mot de J-P Chevènement, a été en Ile-de-France détournée de son sens, les villes riches se regroupant entre elles (*ainsi Montrouge s'est-elle associée à Chatillon, mais pas aux deux communes limitrophes de Bagneux et de Malakoff*). « L'Etat doit obliger le préfet à redécouper les intercommunalités », estime M. Pupponi, maire de Sarcelles. La révision en cours du schéma directeur de la région parisienne (SDRIF) doit être l'occasion d'une nouvelle bataille pour réduire les inégalités territoriales. (*Le Monde, 13-14 novembre*).

**Energie** : Lu dans un dossier du *Nouvel Observateur* (du 3 au 9 novembre).

Le secteur résidentiel et les bureaux représentent près de 59 % de la consommation d'énergie en Ile-de-France, suivis par les transports (31%), l'industrie (10 %), l'agriculture ne comptant que pour 0,3 %.

La **chaufferie à bois** n'est pas réservée aux 28 % de maisons individuelles que compte l'Ile-de-France, elle est adaptée aussi aux immeubles collectifs qui disposent en général d'un vaste local de chaufferie.

Le scénario où chaque ménage fait 10 km en voiture une fois par semaine pour aller s'approvisionner au supermarché de périphérie est 60 fois plus consommateur d'énergie que le scénario où chaque ménage se rend à pied à sa **superette de proximité**, elle-même livrée deux fois par semaine par un camion qui a roulé dix kilomètres environ.

L'**AMAP** (association pour le maintien d'une agriculture paysanne) du **plateau de Saclay** a été créée il y a deux ans, afin de soustraire la terre nourricière aux appétits des promoteurs afin de défendre son usage par des paysans du cru, en agriculture biologique si possible. Le principe de fonctionnement des AMAP est le suivant : les membres préfinancent la récolte, souscrivant ainsi des « contrats d'achat » à terme. L'agriculteur, de son côté, s'engage à la qualité et à la diversité de ses productions, ainsi qu'à la transparence technique et économique. Mais le bail d'Emmanuel Vandamme, l'agriculteur du plateau de Saclay, arrive à expiration, et son propriétaire veut vendre. Pour le soutenir, une souscription a été lancée : pour devenir associé de la « Société civile pour le développement d'une agriculture durable en Ile-de-France (SCDAD-IDF), pour l'achat de 20 hectares de terres agricoles sur le plateau de Saclay, il suffit de devenir acquéreur d'une ou plusieurs parts d'un montant unitaire de 50 €. SCDAD-IDF, 15, allée de Chartres 91370 Verrières-le-Buisson. Rens. : 01 69 30 70 20, terresfertiles-idf.org. Urgence : les fonds doivent être débloqués avant le 15 décembre. (*Politix, 10 novembre*).

## Montrouge

**Logement social** : La loi SRU impose à chaque commune d'avoir plus de 20 % de logements sociaux. La politique de construction massive de logements de standing à Montrouge, menée par l'actuelle équipe municipale, a conduit à **faire chuter la proportion de logements sociaux** (qui était assez élevée, grâce à l'action des municipalités socialistes qui ont précédé l'ère Ginoux), au point de descendre au dessous de ce seuil de 20 %, si l'on en croit les conseillers municipaux PCF, qui s'appuient sur une source officielle (DDE, 1/1/2004), et le journal Le Parisien, qui cite : Neuilly 2,6%, Sceaux 11,4%, Antony 11,1%, Levallois 18,8%, Courbevoise 19,5%, **Montrouge 19,9%**. Le maire chipote et annonce, dans son bulletin, 20,2 %.

**Cantine scolaire** : Le Maire a décidé d'appliquer aux tarifs de cantine scolaire une hausse de 2,2%, correspondant au maximum autorisé par le Préfet. Et ceci sans que la question soit débattue au Conseil Municipal (*information communiquée par le Parti socialiste*).

**Urbanisme** : très contesté sur l'opacité qui entoure les projets de rénovation urbaine (voir le précédent numéro), le Maire organise, dans le cadre de la préparation du Plan Local d'Urbanisme, quatre « réunions thématiques » : le 24 novembre, sur le commerce ; le 1<sup>er</sup> décembre, sur les déplacements ; le 8 décembre, sur le renouvellement urbain ; le 15 décembre, sur l'environnement.

**Particip'actif ouvre son blog !**

à l'adresse : <http://participatif.blogspirit.com>

## Histoire

**Il y a 50 ans, dans Le Monde** : vers la semaine de 30 heures aux Etats-Unis ?

La **CGT-Force ouvrière** a organisé hier une conférence de presse sur l'« automation » (les techniques nouvelles de contrôle automatiques des machines) et des problèmes nouveaux qu'elle pose au mouvement ouvrier. L'exposé central était confié à M. Weinberg, chef du services de recherches du syndicat américain (CIO) de l'automobile. (...) Le risque de chômage passera au premier rang. Le syndicat des travailleurs de l'automobile a déjà formulé sa riposte en lançant la revendication de la semaine de 30 heures, qu'il compte voir se généraliser à l'ensemble de la production américaine d'ici une dizaine d'années.

Ainsi les syndicats américains entendent rester fidèles à ce qu'ils considèrent comme leur vocation, qui est d'obtenir pour les travailleurs leur « juste part » de l'accroissement de la productivité. Ce faisant, ils ont le sentiment de rendre service à l'ensemble de l'économie, en lui épargnant les a-coups qu'une application non surveillée du progrès technique ne manquerait pas de provoquer.

---

**Attac-Montrouge** vous invite à une réunion publique et conviviale

le **lundi 5 décembre, à 20 H 30**

sur le thème : **« L'Europe : et maintenant ? »**

au café du **47 rue Fénelon (Montrouge)**.

---

Sur le site <http://perso.wanadoo.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment les anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...).

Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.